

énération, legs sacré qui se paye au début de la vie, et qui devient plus beau en recevant sa couronne au delà du tombeau.

Les Jeunes Économies reçoivent les petites orphelines dans leur Providence depuis sept ans ju-qu'à dix. Elles les gardent dans leur maison, ou les mettent en apprentissage, mais seulement après leur première communion, jusqu'à dix-huit ans et vingt-un ans au plus.

Une jeune orpheline en apprentissage est confiée aux soins particuliers d'une de ces charitables bienfaitrices, qui veille sur elle, qui prévoit ses besoins, qui la conseille, l'encourage, la fortifie, qui remplit, en un mot, à son égard, les devoirs d'une mère tendre et pieuse.

Le chapitre suivant au prochain numéro.

— ❦ —  
LETTRE DE MGR. L'ÉVÊQUE DE NEW-YORK,  
A L'HON. JAMES HARPER, MAIRE DE NEW-YORK.

Suite.

Depuis mon arrivée à New-York, ma vie publique aussi bien que ma vie privée ont été, en tout sens, consacrées aux devoirs de ma charge. Ce qui me frappa d'abord comme une circonstance des plus déplorables dans l'état du troupeau confié à mes soins, ce fut l'ignorance et le vice auquel étaient exposés les enfants des catholiques et des émigrés. J'eus la bonhomie de croire qu'en m'efforçant de les former à la vertu et de les rendre utiles par le moyen de l'éducation, je leur rendrais à eux tout d'abord service, et je m'acquitterais d'un grand devoir envers mon pays, ce qui surtout serait apprécié par les hommes bien-pensant de toutes les croyances. Sans cependant en avoir conféré avec qui que ce fût, je me proposai d'adopter telles mesures qui me paraîtraient nécessaires pour parvenir à ce but après mon voyage d'Europe, en 1840. Mais à mon retour, je trouvai qu'il n'en avait pas fallu davantage pour attirer l'attention des autorités publiques, et c'était devenu un des principaux sujets du message annuel du gouverneur de cet état. Je m'aperçus aussi qu'on en avait tout-à-coup fait une question politique, comme c'était le cas avec toutes les questions de cette époque, et le peuple lui-même, qui, quoiqu'il y fût le plus intéressé, n'eut pas assez de discernement pour se garder de cette erreur et entrevoir le patriotisme et la philanthropie qui m'avaient guidé. C'est pour cela que l'on tint des assemblées, dont le principal caractère était les discours enflammatoires, et les désordres qui se changeaient bientôt en violence; toutes ces raisons ne déterminèrent à y assister en personne, uniquement pour en éloigner une classe malheureuse d'inférieurs politiques dont on a coutume d'exploiter la simplicité. Dans ces assemblées que l'on tenait de temps en temps, on discutait la question—l'imperfection de l'éducation que l'on donnait dans nos écoles de charité—le grand nombre qui ne pouvaient y être admis, et que l'on ne voulait pas envoyer aux écoles de la société des écoles publiques—à cause de la grande tendance anti-catholique qu'elles manifestaient par l'entremise de livres suspects, de maîtres à préjugés et d'influences sectariennes. Tout cela fut suivi d'une pétition respectueuse adressée au Conseil de Ville, devant lequel il me fut permis de faire voir les griefs dont nous avions à nous plaindre; il s'en suivit une discussion pleine de remontrances contre la pétition, qui fut à la fin rejetée presque d'une voix unanime. On n'en fut cependant pas surpris, car ceux qui avaient à se plaindre s'attendaient à cette décision. Mais cette première démarche était nécessaire avant de soumettre l'affaire à la Législature de l'Etat. De bonne heure, on envoya des pétitions signées par un très grand nombre de citoyens catholiques et protestants, natifs et étrangers. La prière contenue dans cette pétition fut regardée favorablement, parce que la chose leur paraissait raisonnable et juste. Un acte pour remédier au mal fut aussitôt, je crois, dressé par le surintendant des écoles, et si je ne me trompe, passé dans la chambre des représentants, à la fin de la session, mais il fut perdu dans l'autre chambre. Je suis incapable de dire jusqu'à quel point cet acte pouvait remédier au mal; mais on croyait généralement qu'aussitôt que la Législature aurait compris la nature du grief et la nécessité d'y apporter remède, elle ne manquerait pas de faire disparaître le premier en pourvoyant au second. En conséquence la question, nonobstant les différens replis des faux exposés et des préjugés dans lesquels ses nombreux opposans tâchaient de l'envelopper, faisait des progrès considérables dans l'esprit public. On n'en continuait pas moins à tenir des assemblées de temps en temps, avec admission libre et entière, et où les protestants aussi bien que les catholiques se rendaient et quelques fois prenaient même part aux discussions. J'assistai à toutes ces assemblées, dans la vue d'empêcher que la politique ne s'y introduisit. Les affaires avançaient ainsi, les défenseurs de la mesure étaient divisés, selon le choix qu'ils faisaient d'un parti ou de l'autre. Cependant ceux qui s'étaient montés hostiles à la mesure, très nombreux et pleins de zèle, n'étaient point restés oisifs; ils avaient pendant cet interval présenté la question aux yeux du public sur tous les faux points de jour que pouvait leur suggérer leur ingénuité, comme on peut en juger, en lisant des pages entières de calomnies, qui se publiaient alors, à propos d'une "union de l'Eglise avec l'Etat, etc." et qui furent avantageusement réfutées, et depuis oubliées. Immédiatement avant l'élection, lorsque les partis, comme il paraît, eurent fait leurs nominations pour la législature, les opposans de l'éducation, contre leur conscience, conjurèrent les voteurs des deux partis de n'envoyer à Albany, personne que ceux qui s'engageraient à rejeter la demande des pétitionnaires. Quant à ce fait, je renvois aux articles éditoriaux entr'autres du *Commercial Advertiser*, du *Journal of Commerce* de cette ville, en ce temps là. On mit aussitôt la main à l'œuvre, et à un point qu'on ne laissait

aux pétitionnaires d'autre alternative que de voter pour des hommes, qui s'étaient engagés, à leur face, à refuser ce qu'ils regardaient comme une simple justice. De là, en dépit de tous mes efforts pour l'empêcher, la question prit une tournure toute politique, de la part du peuple qui ne demandait qu'une seule chose, savoir: l'éducation seule sans la violation de leur conscience; mais que le *Commercial Advertiser* et ses alliés persistaient à ne vouloir pas séparer. Ce ne fut qu'à la dernière assemblée qui précéda l'élection que cet indigne stratagème vint à la connaissance du public. Un certain nombre de personnes assez versées dans ces matières avaient eu cependant la précaution de s'assurer que quelques candidats avaient refusé de signer l'engagement, et étaient prêts à se rendre à Albany libres de se prononcer pour ou contre la demande des pétitionnaires selon que leur dicterait leur jugement ou la justice qu'ils devaient à leurs constituans. D'autres avaient déjà fait la promesse de voter contre; et ces personnes suggérèrent alors que l'on devrait substituer, pour remplir le vide, des noms quelconques, sans aucun espoir de les voir élire, mais simplement pour pouvoir exercer sur eux le droit de voter. Je regardai comme étant de mon devoir en cette occasion, d'obliger ceux qui étaient en faveur d'une grande portion des enfans négligés de New York, de ne voter pour aucune personne qui aurait préjugé leur cause, dans l'espérance d'être élu, et qui se serait engagé à leur refuser la protection des lois, quelque dût être la justice de leur cause. Mon raisonnement était celui-ci, que s'ils votaient pour des juges qui s'étaient engagés publiquement d'avance à les condamner, ils méritaient certainement bien l'injustice et la dégradation dont ils se plaignaient. Malgré mon peu d'habileté pour l'argumentation, de toute nécessité je dois avoir, dans un discours d'environ vingt minutes, bien développé cette proposition, et l'avoir présentée sous toutes les formes capables de la faire comprendre, et faire toucher comme du doigt la position la plus libérale de ceux qui, ne s'étant engagés pour aucun parti, étaient libres de rendre en temps et lieu une justice impartiale. Si ce fut là un discours politique, eh bien! je puis dire que j'en ai fait un dans ma vie. J'en appelle à ces honorables Messieurs protestans que distinguent leur honneur, leur éducation et leur génie élevé, et qui ont entendu ce discours, j'en appelle à eux avec confiance, quelque tournure que puisse y donner l'adresse la plus perverse, s'il ne se résumait pas au seul principe que je viens d'émettre, à son développement, et rien de plus. Il y avait là aussi un rapporteur de Bennett qui fit un discours dans lequel il dit tout ce qu'il voulut, mais qui fut ensuite arrangé, comme j'ai tout lieu de le croire, de manière à produire une de ces "terribles excitations" de Bennett, et à faire passer "le *Herald* pour le premier et le plus entreprenant de tous les journaux de New York." Après avoir pris ce rapport, l'avoir enrichi de tous les ornemens de son éloquence obscène et ordinaire, et avoir fait une demi colonne de commentaires éditoriaux avec toute la gravité burlesque dont est capable un Bennett, le *Herald* de la matinée suivante devint la base et la source de toutes les vitupérations, les calomnies et les injures, qu'on a bien voulu entasser sur l'Évêque Hughes dans toute l'étendue des Etats-Unis, depuis ce jour jusqu'à ce moment. Le *Commercial Advertiser* du soir reproduisit le rapport du *Herald* du matin, le Col. Stone, l'éditeur, ayant eu soin de substituer ces mots "morning print" journal du matin à ceux-ci "Bennett's Herald", *Herald of Bennett*, de crainte que sa manière d'envisager la question ne perdît grandement de son importance par le caractère de son autorité, si cette autorité venait à être connue. Il s'en suivit alors des commentaires et des colonnes d'injures qui remplirent les autres journaux, et parcoururent tout le pays, chaque éditeur ajoutant (surtout tant que dura cette illusion) son propre article pour l'agrément de ses lecteurs. Je dois néanmoins à la justice de dire que plusieurs des journaux de la ville, plus honnêtes ou mieux informés que leurs collègues de la presse, comprirent l'état de la question, et refusèrent de prendre part aux cris et aux clameurs que l'on se plaisait à proférer avec tant de malignité. Je dois aussi à la vérité de dire que quelques-uns d'entre les autres, après avoir découvert leur erreur, se désistèrent de la marche qu'ils avaient d'abord prise. Mais l'occasion était trop favorable aux dépens de certains partis pour ne point l'exploiter afin de venir à bout de leurs projets ultérieurs. En conséquence, comme plusieurs de ceux qui occupaient les chaires de cette ville, avaient entre-tenu leurs congrégations de sermons politiques, à propos de la question des écoles pendant plusieurs mois avant, de même aussi pendant plusieurs mois après, quelque fût le texte tiré de la Bible, on était sur d'avoir pour corps du sermon, des injures contre la religion catholique sous le sobriquet de "popery" assaisonné, de toutes les calomnies, fournies par le *New York Herald*, le *Commercial Advertiser*, le *Journal of Commerce* et autres journaux de cette trempe. On sut ainsi échauffer l'esprit du peuple, enflammer ses passions, en imposer à sa bonne foi, et égarer sa confiance. Alors vint le nouveau parti. Il est impossible que l'enseignement de la chaire n'ait pas prédisposé un grand nombre de personnes à se joindre dans cette commotion qu'on leur avait appris à croire comme un devoir de leur religion. Qui pourrait lire sans horreur les dénonciations, les injures, les appels remplis de fureur, qui ont été proférés et écrits; et dans lesquels le ciel et la terre furent mêlés ensemble dans une confusion de rhétorique et de passion pour propager l'objet de cette nouvelle combinaison. C'est ce qui réussit assez bien dans notre ville, et moi pour un, je n'en suis pas fâché. Mais en même temps, si cette portion des citoyens qui ont été si indignement outragés, n'eut pas eu le bon esprit, le patriotisme et l'amour de l'ordre qui la portèrent à se retenir, et cela après les plus graves insultes qui puissent être faites à la sensibilité des hommes, il serait impossible de calculer les dé-